

Si, vingt ans après la catastrophe de Tchernobyl, le nucléaire civil semble trouver un nouvel élan, son pendant militaire revient lui aussi sur le devant de la scène. Car la fin de la guerre froide n'a pas enterré l'arme atomique. Face aux menaces brandies par l'Iran et la Corée du Nord, auxquels d'autres pays pourraient emboîter le pas, le monde est aujourd'hui menacé d'une nouvelle dissémination. Malgré le traité de non-prolifération, devenu quasi universel.

La grande ombre de l'arme nucléaire

Les Echos n° 19656 du 27 Avril 2006 • page 9

Le 11 avril 2006, dans la ville sainte iranienne de Machhad, à proximité du Turkménistan et de l'Afghanistan, le président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad proclame fièrement que l'Iran « *a rejoint les pays nucléaires* ». A l'issue d'une vingtaine d'années de recherches, menées pendant longtemps à l'abri du regard inquisiteur des Nations unies, la République islamique est parvenue le 9 avril dernier à enrichir de l'uranium à 3,5 % à l'aide d'une cascade de 164 centrifugeuses. L'ultimatum fixé par le Conseil de sécurité de l'ONU pour suspendre toutes ces activités d'enrichissement expire le 28 avril _ faute de quoi de nouvelles sanctions pourraient être décidées. Téhéran n'a cependant pas cessé d'affirmer que son objectif est d'utiliser cette technologie à des fins purement civiles de production d'énergie nucléaire. Pourtant, Américains, Européens et, dans une certaine mesure, Russes et Chinois, qui diffèrent des Occidentaux sur la façon de traiter la nouvelle crise nucléaire, suspectent l'Iran de vouloir parvenir à fabriquer un jour l'arme suprême. « *Il y a un faisceau de preuves et d'indices concordants selon lesquels l'Iran a bien une option militaire* » dans ses recherches nucléaires, résume Bruno Tertrais, de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Largement, souligne un expert du ministère de la Défense à Paris, parce que l'Iran n'a pas besoin d'enrichir d'uranium pour ses futures centrales, Busher-1 et Busher-2, puisque la Russie doit lui fournir _ légalement au regard du droit international _ le combustible nécessaire à leur fonctionnement. De plus, la frontière entre nucléaire civil et militaire est davantage d'ordre politique que technique.

Risque de réaction en chaîne

Les experts ont encore du mal à s'entendre pour déterminer l'horizon auquel l'Iran devrait être doté de l'arme nucléaire. Certains l'annoncent pour fin 2008, d'autres n'y croient pas avant 2009-2010. « *La vraie question, avait lancé il y a trois ans Silvan Shalom, ministre israélien des Affaires étrangères, n'est pas de savoir si les Iraniens auront la bombe en 2009, 2010 ou 2011, mais quand ils auront le savoir-faire pour en fabriquer une.* » En fait, la menace posée par cette arme de destruction massive dépasse très largement le cas de l'Iran.

Soixante ans après les bombardements américains sur Hiroshima et Nagasaki, en août 1945, qui devaient ouvrir l'ère du nucléaire militaire, le monde est à la veille de franchir une nouvelle étape avec la remise en cause de l'un des grands principes devenu quasi universel : celui de la non-prolifération. Un principe consacré par le traité de non-prolifération (TNP) entré en vigueur en 1970 et signé par 189 pays, dont notamment l'Iran et la Corée du Nord. Selon un diplomate chargé des négociations sur le désarmement à Genève, un Iran doté de l'arme nucléaire « *aurait un effet profondément déstabilisateur* », car des pays comme l'Egypte, voire la Syrie, l'Arabie saoudite et d'autres Etats du Golfe seront tentés de suivre le mouvement. Ce qui pourrait déclencher une réaction en chaîne dans d'autres régions et porter un coup fatal au TNP.

Au moment de l'entrée en vigueur de ce traité, cinq Etats _ les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et la Grande-Bretagne _ possédaient officiellement la bombe atomique et au moins une vingtaine, un peu partout sur la planète, avait l'intention de l'acquérir. Ce qui vaut, en Europe, pour la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et la Suède mais aussi pour l'Argentine et le Brésil en Amérique latine, l'Egypte et l'Iran, déjà, au Moyen-Orient, l'Afrique du Sud, le Pakistan ou l'Inde en Asie.

Le recul de la Libye

Nombre de critiques ont dénoncé le caractère très discriminatoire de cet accord multilatéral qui, dans les faits, permet aux cinq grandes puissances, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, de conserver en toute légalité leur avantage stratégique sans partage. Mais, affirme un haut responsable, « *à 30, la situation entre les joueurs aurait été ingérable, notamment parce qu'elle aurait altéré les relations entre les grandes puissances stratégiques* ». « *Le TNP, affirme un diplomate, en se référant à la célèbre phrase de Churchill sur la démocratie, c'est le pire des régimes, à l'exception de tous les autres.* » Certes, le TNP n'a empêché ni l'Inde ni le Pakistan, les deux frères ennemis de l'Asie du Sud-Est, de se déclarer ouvertement puissances nucléaires en 1998 _ alors que le premier test indien, qualifié alors de « *pacifique* », date de 1974 _ ni Israël, notamment grâce à la technologie française, de se hisser à ce rang sans le reconnaître, mais sans le dénier. Toutefois, ces trois pays ne sont pas signataires du traité de non-prolifération. Et, de ce fait, ne sont pas dans l'illégalité, sur le papier du moins, affirme un diplomate, « *même si le reste de la planète n'est pas*

prêt à l'accepter ». Pour défendre le TNP, les grandes puissances occidentales mettent aussi en avant un autre argument : le succès remporté face à la Libye du colonel Kadhafi, qui a finalement annoncé en 2003 sa décision de renoncer à ses programmes d'armes de destruction massive, paradoxalement beaucoup plus avancés que ne le pensaient les Etats-Unis. La Corée du Nord, qui a annoncé en 2003 sa décision de se retirer du TNP, puis a affirmé, deux ans après, être en possession de l'arme nucléaire, constitue un cas à part. A la différence de l'Iran, ce pays est situé dans un environnement géostratégique relativement plus stable, coincé entre la Chine, d'un côté, et la Corée du Sud, de l'autre, toujours sous le parapluie militaire américain. L'objectif du dernier régime stalinien de la planète, qui avait été placé, en 2002, dans l'axe du mal par le président Bush, à côté de l'Irak de Saddam Hussein et de l'Iran, est d'ordre défensif. La bombe atomique vise avant tout à lui donner plus de poids dans les négociations menées avec Séoul, Tokyo, Pékin, Moscou et Washington. De plus, constate un expert à Genève, la Corée du Nord n'a jamais réalisé d'essai nucléaire, restant ainsi « *dans une position extrêmement ambiguë sans être en mesure d'affecter l'équilibre stratégique mondial* ».

30.000 ogives à travers la planète

Mais, depuis les attentats anti-américains du 11 septembre 2001, le monde est confronté à un autre danger : celui de voir une arme nucléaire tomber aux mains d'un réseau terroriste. La menace est-elle exagérée, comme certains spécialistes tendent à le penser ? Le risque de voir ce type d'armes mis sur le marché existait surtout au tout début des années 1990, lors de la désagrégation de l'empire soviétique. Or Bruno Tertrais constate que les armes tactiques de l'ex-URSS « *vieillissent très vite* ». De plus, d'importants progrès ont été faits dans le contrôle des transferts de matériels et de minerais nécessaires à la fabrication d'une bombe.

C'est en fait l'existence même de l'arme atomique qui reste le principal péril pour la planète. La course aux armements entre les Etats-Unis et l'ex-URSS durant la guerre froide a conduit à l'accumulation d'un stock impressionnant d'ogives nucléaires. En dépit de tous les accords internationaux de désarmement et de réduction, les huit puissances « nanties » auraient conservé quelque 30.000 têtes déployées ou en réserve sur les 128.000 construites depuis le premier essai américain, en juillet 1945. Ce qui marque une très forte décroissance par rapport aux 69.000 d'il y a vingt ans. Mais ce stock représente, selon des estimations, environ 5.000 mégatonnes soit, d'après des calculs très imprécis, 200.000 fois la puissance de la bombe utilisée à Hiroshima. Sur ce total, plusieurs milliers de têtes nucléaires sont maintenues en état d'alerte permanente, prêtes à être lancées en quelques minutes si l'ordre en est donné.

L'obsession de Pékin

La répartition de cet arsenal cache mal un déséquilibre qui favorise qualitativement les Etats-Unis au détriment de la Russie et des autres puissances moyennes. « *L'Amérique, affirme ainsi Bruno Tertrais, possède une supériorité qui n'est pas prête d'être contestée.* » Surtout, poursuit-il, Washington a fermement l'intention de faire durer cet état de fait. Car si la fin de la guerre froide a partiellement gommé l'antagonisme nucléaire entre les deux superpuissances de l'époque, les Etats-Unis et l'ex-URSS, l'émergence de la Chine tend à créer un nouveau fossé géostratégique. Le développement nucléaire chinois est marqué par une obsession : celle de pouvoir neutraliser une menace américaine. De son côté, Washington fera tout pour que Pékin n'atteigne pas, même « symboliquement », la parité. Une situation qui durera tant que la question de Taiwan, l'île séparatiste, restera un enjeu entre les deux puissances, ajoute l'expert de la FRS. Aujourd'hui, à l'instar de la France, la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis ont entamé une réduction de leur arsenal nucléaire. Aux termes du traité de Moscou conclu en 2002 par les présidents américain George W. Bush et russe Vladimir Poutine, leurs deux pays doivent réduire le total de leurs ogives nucléaires stratégiques entre 1.700 et 2.200 pour chaque pays d'ici au 31 décembre 2012, contre environ 6.000 actuellement. Mais les tensions au Moyen-Orient et en Asie ne peuvent qu'accroître la menace d'une nouvelle course aux armements nucléaires. Depuis 1945, le « tabou » nucléaire qui fait de la bombe atomique une arme de dissuasion non utilisée sur les champs de bataille n'a plus été franchi. Mais pour combien de temps ? On ne prend en tout cas pas le chemin de l'objectif fixé en 1995 par les signataires du TNP : « *l'élimination complète* » des armes nucléaires de la planète.

JACQUES HUBERT-RODIER

Les puissances nucléaires ont stoppé les tests atmosphériques depuis 1963 et l'ensemble des essais depuis 1998. Mais elles détiennent toujours un arsenal impressionnant. Et de nouveaux pays menacent de rejoindre le « club ».